MINUSMAHEBDO

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 125 • décembre 2018



MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE • DROITS DE L'HOMME • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • RÉFORMES DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD DE PAIX • ENSEMBLE RÉUSSIR LA PAIX

MINUSMAHEBDO

125

SOMMAIRE



DANS CE NUMÉRO

- 3 AU MALI, L'ONU RÉITÈRE SON SOUTIEN AU Processus de Paix
- 6 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES Basées sur le genre : Tout le mali dit "Non"
- 9 LE MALI ET SES PARTENAIRES CÉLÈBRENT LES 70 ANS DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME
- 11 UNE DÉLÉGATION DU COMITÉ DE SANCTIONS DE L'ONU EN VISITE À TOMBOUCTOU
- 12 JOURNÉE INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES 2018
- 14 TOMBOUCTOU : LA POLICE DE L'ONU FORME DES ÉLÉMENTS DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ MALIENNE SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE
- 15 LA MINUSMA POURSUIT SON SOUTIEN À LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ EN RÉHABILITANT LE SIÈGE DE SON COMMISSARIAT
- 16 LÉRÉ : UN PROJET À IMPACT RAPIDE RESSUSCITE L'ESPOIR CHEZ LES POPULATIONS
- 17 A TOMBOUCTOU, LE CONTINGENT BURKINABÈ Décoré de la médaille des nations unies
- 18 BRÈVES









Adoptez l'éco-attitude

N'imprimez ce document que si cela est nécessaire!

AU MALI, L'ONU RÉITÈRE SON SOUTIEN AU PROCESSUS DE PAIX



Du 7 au 12 décembre dernier, les Sous-Secrétaires généraux des Nations Unies, Bintou Keita et Oscar Fernandez-Taranco, respectivement chargé des opérations de maintien de la paix et de la consolidation de la paix, étaient au Mali. Au cours de cette visite, les responsables onusiens se sont rendus à Mopti et Gao. Ils ont rencontré les autorités maliennes, les acteurs du processus de mise en œuvre de l'Accord pour la paix, la classe politique et la société civile malienne.

Accueillis par Joanne Adamson, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies au Mali, en charge du pilier politique de la MINUSMA, et la Représentante spéciale adjointe, coordinatrice humanitaire et coordonnatrice résidente du système des Nations Unies, Mbaranga Gasarabwé, la première étape de la mission de

Mme Keita et de M. Fernandez-Taranco était réservée au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, où ils ont été reçus par le Secrétaire général, Mahamane Maiga. Les jours qui ont suivi ont permis aux responsables onusiens de prendre le pouls du processus de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation. Plusieurs séances de travail ont eu lieu avec les acteurs nationaux et internationaux, notamment avec des représentants de l'Union Européenne, EUTM, EUCAP-Sahel, CEDEAO et Misahel basés au Mali. Des échanges ont également eu lieu avec les représentants des groupes signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, mais aussi avec le commandement du G5 Sahel. Le Premier ministre malien, Soumeylou Boubèye Maïga, et les Ministres en charge des portefeuilles liés au processus de



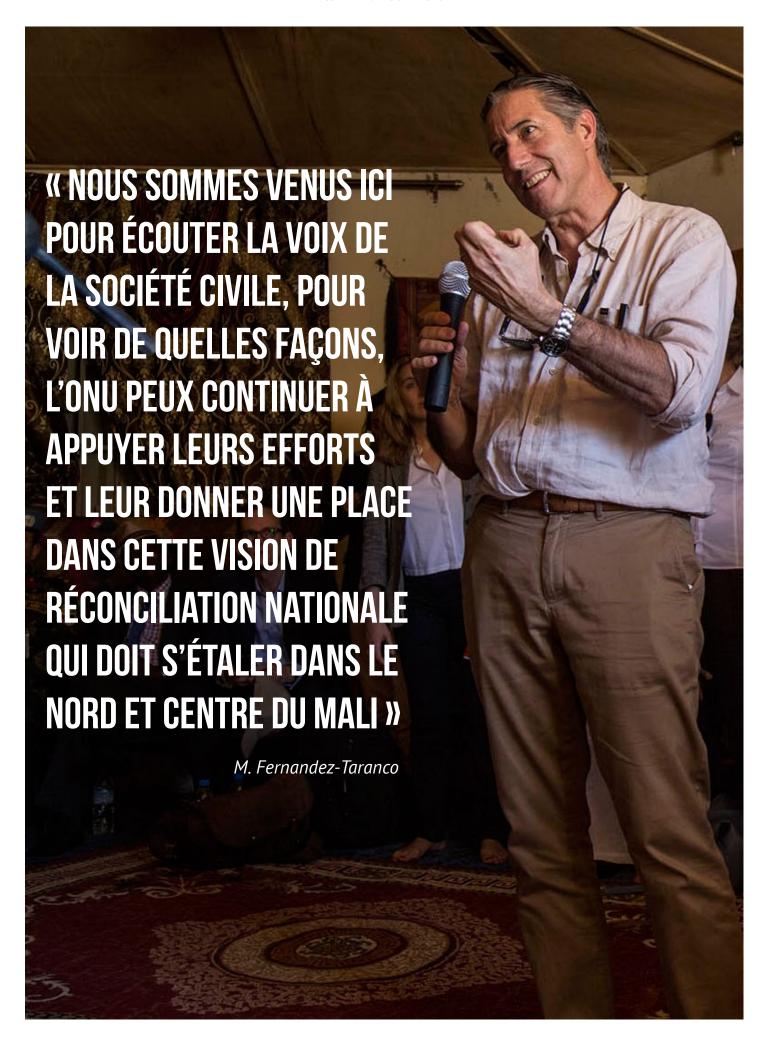
mise en œuvre de l'Accord, ont également reçu Mme Keita et M. Fernandez-Taranco. Des rencontres ont également été organisées avec l'opposition politique et la société civile malienne.

CONSTATER LES PROGRÈS SUR LE TERRAIN...

Accompagnés par Mmes Joanne Adamson et Mbaranga Gasarabwé, les Sous-Secrétaires généraux Keita et Fernandez-Taranco ont visité le projet «Case de la paix», un espace de dialoque et de cohésion sociale pour les femmes dans le nord du Mali. Le projet est financé par le Fonds de Consolidation de la Paix et est mis en œuvre par le FNUAP, ONU Femmes et la MINUSMA. Conclu il y a un an, le projet a permis une bonne coopération entre la société civile, les ONG et les services de l'Etat, ainsi qu'une inclusion transversale de la thématique genre dans les processus de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR). Après Gao, la délégation a poursuivi sa visite de terrain par la ville de Mopti. Sur place, plusieurs projets basés dans les régions de Mopti et Ségou, conçus par les agences onusiennes présentes au Mali (PAM, HCR, FAO, ONU Femmes, UNESCO, OIM, UNICEF) et mis en œuvre par les Ministères, la société civile et la MINUSMA, entre autres partenaires, ont été présentés à la délégation des Sous-Secrétaires généraux des Nations Unies. Ces

projets visent à appuyer et accélérer la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale, en renforçant le rôle des femmes, des jeunes et des leaders communautaires et religieux dans la gestion de conflits, mais aussi la mise en œuvre de la stratégie jeunesse du G5 Sahel et la lutte contre l'extrémisme violent. Selon M. Fernandez-Taranco: « Nous sommes venus ici pour écouter la voix de la société civile, pour voir de quelles façons, l'ONU peux continuer à appuyer leurs efforts et leur donner une place dans cette vision de réconciliation nationale qui doit s'étaler dans le nord et centre du Mali ».

A l'issue de cette visite de terrain, les Sous-Secrétaires généraux des Nations Unies, Keita et Fernandez-Taranco, ont réitéré, lors d'un point de presse, leur plein soutien aux autorités nationales, à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et aux efforts de la Mission des Nations Unies dans le pays (MINUSMA). À ce sujet, Mme Keita dira: « Le pays se mobilise pour faire en sorte que les composantes de l'Accord de paix puissent se matérialiser avec des actions et des interventions durables et de non-réversibilité, et que la participation et l'inclusion des femmes et des jeunes soit faite dans le suivi et la mise en œuvre de l'Accord de paix ».





16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE : TOUT LE MALI DIT "NON"



Du 25 novembre au 10 décembre 2018, le Mali a commémoré les 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre. Cette campagne débute le 25 novembre de chaque année par la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, et se termine le 10 décembre avec la Journée internationale des droits de l'Homme.

LES ORIGINES DE LA CAMPAGNE ET LE SACRIFICE DES SŒURS MIRABAL

L'origine de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles remonte à 1960, lorsqu'en République Dominicaine les sœurs Mirabal, furent brutalement assassinées par le pouvoir du dictateur Rafael Trujillo, alors qu'elles militaient pour le droit des femmes dans leur pays. Elles devinrent alors des martyres, les symboles du combat pour éradiquer le fléau de la violence à l'égard des femmes et des filles à travers le monde.

Proclamée journée mondiale en 1999 par l'Assemblée Générale des Nations, le 25 novembre est célébré chaque année pour sensibiliser le monde sur les violences faites aux femmes et aux filles et interpeller ainsi les citoyens et les gouvernements afin qu'ils s'engagent pleinement à mettre un terme à toutes ces formes de violences. 2018 sous le signe de l'écoute et du soutien aux victimes...

Le thème national de cette année «Orangezle monde : Tous unis à l'écoute des femmes et des filles survivantes de violences» et le thème international «HearMeToo», ont tous deux mis l'accent sur la nécessité d'écouter et de soutenir les victimes de violences sexuelles. Le second faisant notamment référence à l'ère qui a suivi les accusations d'agressions sexuelles portées contre Harvey Weistein et qui avait entraîné la création de mouvements mondiaux de protestation résumé par l'hashtag « metoo ». Cela avait permis de libérer la parole sur ce sujet tabou de la société que sont les violences sexuelles.



Dans ce contexte et conformément à son mandat, le Bureau de la Conseillère principale de la MINUSMA, en partenariat avec la Division des Droits de l'homme et de la protection, a formé 45 preneurs de dépositions de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation. Le Bureau de la Protection des femmes a également formé 40 points focaux des Forces de défense et de sécurité du Mali (FDSM) sur l'accueil et l'orientation des victimes de violences sexuelles. Objectif de ces deux activités : la spécificité des violences basées sur le genre et les approches adéquates à adopter dans la prévention, la lutte et la réponse à apporter.

LA MINUSMA AUX CÔTÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES AUTORITÉS DU MALI DANS LA LUTTE

Au Mali, c'est le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille qui coordonne chaque année les activités menées à travers le pays durant la campagne des 16 jours d'activisme. Cette année, le lancement officiel de la campagne a eu lieu le 27 novembre au centre Awa Keita, en présence de la Ministre, le Dr Diakité Aissata Traoré.

La MINUSMA, en appui à la société civile, a animé plusieurs sessions de sensibilisation, notamment dans plusieurs établissements d'enseignement secondaire et supérieur (lycées et instituts universitaires) mais aussi à l'Ecole Fondamentale de Daoudabougou. Ces interventions ont offert aux élèves et étudiants une plateforme d'échanges avec des professionnels du secteur, sur ces faits de société auxquels ils doivent faire face au quotidien.

Les bureaux régionaux des Droits de l'Homme de la MINUSMA, à Kidal, Tombouctou, Gao, Mopti et Ménaka, ont quant à eux donné la parole aux femmes et associations de victimes. À Gao, la Directrice Régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a ainsi déclaré que cette campagne « constitue une immense opportunité pour les communautés et les décideurs de se mettre à l'écoute des femmes et filles survivantes, de comprendre les souffrances qu'elles vivent et de poser des actes concrets en vue de mettre fin à leurs souffrances ».

A Kidal, une session d'échanges avec les femmes de la ville, sur les difficultés rencontrées au

...... 7



quotidien, a été initiée. Par ailleurs, les Casques bleus et la Division des Droits de l'Homme ont organisé une marche pour soutenir les victimes dans cette lutte. Dans la région de Tombouctou, où la MINUSMA a choisi cette année de délocaliser le lancement officiel à Goundam, Mme Touré Mariam Bouri, Directrice locale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a rappelé : « Les engagements du Mali par la ratification des textes internationaux relatifs à la promotion et la protection des femmes et des filles, ainsi que la nécessité de traduire ces textes en actes. en donnant les movens matériels aux services techniques de protection et de promotion des femmes de les mettre en œuvre ».

LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE : L'AMPLEUR DU PROBLÈME AU MALI...

Au Mali, les statistiques sur les violences basées sur le genre sont d'une grande préoccupation. A titre d'exemple, le taux d'excision chez les femmes de 15-49 ans est de 91% (UNFPA). De plus, la crise de 2012 a entraîné une augmentation inquiétante des violences perpétrées contre des femmes et des filles à travers le pays. Mariages forcés et/ ou précoces, dénis de ressources, ou encore mutilations génitales, pour ne citer que celles-là, ont sérieusement augmenté.

Dans sa déclaration à l'occasion de la journée internationale contre les violences faites aux femmes et aux filles, le Secrétaire Général des Nations Unies a appelé à plus d'engagement de la part de chacun dans la lutte contre ce fléau qui gangrène les sociétés.

A l'heure actuelle, le Mali, contrairement à plusieurs de ses voisins de la CEDEAO, ne possède pas de législation punissant les violences basées sur le genre. Depuis janvier 2017, la MINUSMA aux côtés de ses partenaires a participé à la rédaction de l'avant-projet de loi qui a été transmis au ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ainsi qu'au ministère de la Justice. Ce texte est en attente de validation par le gouvernement, après transfert à l'Assemblée Nationale pour débat, en vue de son adoption. L'adoption d'une loi réprimant les violences basées sur le genre au Mali n'est désormais plus très loin. Fidèle à son mandat, la MINUSMA, à travers la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre, a su montrer son soutien au Gouvernement et encourager la société civile dans cette lutte dont l'importance est capitale.



LE MALI ET SES PARTENAIRES CÉLÈBRENT LES 70 ANS DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME



Ce 13 décembre 2018, à l'Hôtel Sheraton de Bamako, a eu lieu la célébration du 70ème anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme. Une occasion pour la Division des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ainsi que les associations et institutions maliennes de défense des droits de l'homme, de rappeler l'importance de cet engagement universel.

Pas moins de 150 personnes ont participé à cette cérémonie. Parmi elles, le Président de la Commission Vérité Justice et Réconciliation, des autorités des forces de défense et de sécurité, le Réseau des parlementaires maliens pour la défense des droits de l'homme, les représentants du corps diplomatique, les représentants de l'équipepays des Nations Unies au Mali, le personnel de la MINUSMA, les organisations de défense des droits de l'homme y compris des organisations de personnes à besoins spécifiques, la Commission Nationale des droits de l'homme ainsi que les représentants des départements ministériels, des

membres du Réseau Media et droits de l'homme, des élèves et universitaires.

Dans la lecture du message de la Hautcommissaire aux droits de l'homme. M. Guillaume Ngefa, son Représentant au Mali, et Directeur de la Division des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA, a rappelé la pertinence de la Déclaration universelle des droits de l'homme et a appelé à l'action en faveur de l'enseignement et de l'éducation aux droits de l'homme. Il a aussi invité ses défenseurs à continuer leur combat en faveur d'un meilleur respect de ces droits fondamentaux. Rappeler l'importance de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et insister sur l'égalité en dignité et en droits de tous les êtres humains, tel était l'axe majeur de l'intervention du Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme. Malick Coulibaly. Pour lui, il est nécessaire que chacun se sente concerné par les droits des hommes, qui sont l'essence même de l'humanité. Il a invité chacun à se lever pour défendre ses droits de l'homme et ceux des autres.







La Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Mme Mbaranga Gasarabwe, a quant à elle salué les avancées en matière de droits de l'homme, notamment sur le plan institutionnel : « (...) le Mali démontre chaque jour son engagement pour la promotion et la protection des droits de l'homme ». Elle a cependant présenté des enjeux actuels relatifs à la mise en œuvre des idéaux contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme notamment par la remise en cause de l'universalité et de la primauté des droits de l'Homme, l'impunité des violations graves des droits de l'homme, et le recul de la redevabilité. « (...) La pression sur les droits universels est en effet devenue une évidence, et notre attention doit être sans relâche. Contre ces menaces, les mécanismes et les lois sur les droits de l'homme doivent être défendus et promus en permanence. C'est notre responsabilité à tous. L'avancée pour le progrès humain a en effet toujours été une lutte ».

Dans son discours d'ouverture, le Représentant du Ministre de la Justice, M. Modibo Sacko, a présenté les efforts du Gouvernement du Mali dans le domaine de la lutte contre l'impunité et le renforcement de la justice à travers les réformes législatives en cours et a renouvelé l'engagement du Mali à continuer à faire des droits de l'homme une priorité.

La cérémonie a été animée par le «Mini» Ensemble Instrumental de la Cité des enfants, qui a permis de diffuser plusieurs messages sur l'importance de l'être humain, de l'égalité et la non-discrimination ainsi que sur la protection contre certaines pratiques culturelles néfastes. Un procès fictif a également été présenté par l'Association Slam 'Art et a porté sur les droits des personnes handicapées, des personnes atteintes d'albinisme et sur la lutte contre la discrimination à leur égard. L'hymne national du Mali, entonné en cœur par l'assistance, a mis fin à la cérémonie.



UNE DÉLÉGATION DU COMITÉ DE SANCTIONS DE L'ONU EN VISITE À TOMBOUCTOU



Le 05 décembre dernier, une délégation du Comité des sanctions de l'ONU, conduite par l'Ambassadeur suédois auprès des Nations Unies, M. Olof Skoog, s'est rendue à Tombouctou. Cette visite vise à constater les avancées enregistrées et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger.

La délégation a rencontré le Gouverneur de la région, Koina Ag Ahmadou, et le Chef du bureau régional de la MINUSMA, M. Riccardo Maia. Les échanges avec le chef de l'exécutif régional ont porté sur la mise en œuvre de l'accord de paix, notamment le processus DDR-Intégration accélérés, démarré le mois dernier mais aussi, ce qui entrave le processus. « Nous avons pu discuter avec le Gouverneur sur les défis qui existent ici

à Tombouctou. Nous avons constaté que certains de ces défis sont parfois différents de ce que nous avons entendu à New York et à Bamako. Nous sommes impressionnés par le travail de la MINUSMA au Mali, notamment à Tombouctou. Cette nouvelle dynamique du processus de paix, après les élections présidentielles, contribuera à une ambiance pacifique au bénéfice du peuple malien. Je crois que le Gouverneur est aussi d'accord qu'il y a une volonté d'avancer », a déclaré M. Olof Skoog, Président du Comité de Sanctions de l'ONU.

Avant de boucler son périple, la délégation a visité la grande mosquée de Djingarey Ber et la Bibliothèque de manuscrits Ben Essayouti avec l'Imam de ladite mosquée.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES 2018



Le 5 décembre, la MINUSMA accueillait la Journée Internationale des Volontaires pour une célébration à sa base opérationnelle à Bamako.

Au Mali, plus de 200 Volontaires sont engagés pour la paix et le développement, au sein des différentes structures des Nations Unies, dont plus de 140 au sein de la MINUSMA. Le thème choisi cette année était « Volontaire pour bâtir des communautés résilientes ».

Un hommage tout particulier a été rendu aux femmes Volontaires au Mali. 10 femmes ont accepté de partager le témoignage de leur expérience de Volontaire au Mali. Leurs histoires sont illustrées par 10 portraits photo de ces femmes Volontaires en action. L'exposition s'intitule « Les voix du courage ». A travers cette exposition, il s'agit de reconnaître les nombreuses initiatives entreprises par ces femmes pour rendre les communautés plus résilientes face aux catastrophes naturelles, aux tensions économiques et aux chocs politiques.

L'inauguration de l'exposition s'est déroulée en présence de Mme Joanne Adamson, Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire général des Nations Unies au Mali, en charge des questions politiques, de Mme Lizbeth Cullity, Cheffe de cabinet de la MINUSMA, de Monsieur Michael Mulinge Kitivi, Directeur d'Appui à la Mission, et Mme Pauline Deneufbourg, Coordinatrice du Programme VNU au Mali.

Le Secrétaire général des Nations Unies, M. Antonio Guterres, a adressé un message, relayé par Mme Adamson, rappelant que, « dans le monde il y a environ 1 milliard de volontaires qui offrent leur temps, leur savoir-faire et leur passion pour bâtir un monde meilleur. Ce sont souvent les premiers à répondre à l'appel dans les moments de crise». En cette Journée internationale, il a tenu à « remercier les Volontaires de tout ce qu'ils font pour que personne ne soit laissé de côté ».

Mme Joanne Adamson, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies au Mali, en charge des questions politiques, a



souligné le rôle de toutes les femmes Volontaires qui « contribuent tous les jours à rendre les communautés plus résilientes en temps de crise, qui soutiennent le processus de paix malien et prennent toutes les mesures nécessaires pour améliorer l'égalité des sexes et adresser la question de la violence faite aux femmes ».

Mme Pauline Deneufbourg, Coordinatrice du Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) au Mali a rappelé que : « les Volontaires sont tout autour de vous, chaque jour, ils écrivent, analysent, écoutent, conseillent, rapportent, coordonnent. Cette Journée Internationale des Volontaires, c'est avant tout l'occasion de toutes et tous les remercier ».

Les Volontaires à l'honneur pour cette exposition ont eu l'occasion de s'exprimer brièvement sur leurs motivations pour participer à cet événement. Ayaba Vedome, Volontaire de la MINUSMA à Mopti a souhaité partager son histoire car elle s'est « sentie très fière de ce que les Volontaires apportent à la Mission ». Elle a également rappelé l'importance des deux qualités principales d'un Volontaire, « l'humilité et le professionnalisme ». De même, Albane Dorsaz, coordinatrice de projets à l'UNESCO à Bamako, se « reconnaît dans les qualités de professionnalisme et d'humilité» : « En

tant que Volontaire, on a cette humilité d'aller vers les populations dans le besoin... Être Volontaire, c'est être à la hauteur du courage qu'ont les populations avec lesquelles nous travaillons ».

Animée par un joueur malien de kora, Ousmane Ouattara, la réception s'est poursuivie dans une ambiance décontractée où les participants et les « sept magnifiques » -comme les a appelées Mme Adamson dans son discours- ont pu échanger librement. Comme l'a souhaité la Coordinatrice du Programme VNU : « Pourvu que cette série de portraits et d'histoires soit un encouragement et une inspiration pour toutes et tous les futurs femmes et hommes Volontaires, au Mali et ailleurs ».

L'exposition sera itinérante et voyagera dans les différentes régions du Mali où l'ONU est présente, et ce, jusqu'au mois d'avril 2019.

En régions aussi, la célébration s'est poursuivie. À Mopti, il était prévu de collecter les accomplissements des VNU des différentes sections et qu'ils en fassent la présentation. À Gao, une activité de nettoyage s'est déroulée à l'hôpital régional, ainsi qu'un don d'aliments et de produits nettoyants à la maternité.



TOMBOUCTOU : LA POLICE DE L'ONU FORME DES ÉLÉMENTS DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ MALIENNE SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE



Du 26 au 30 novembre, la composante Police de la MINUSMA, UNPOL, a organisé une formation au profit de 20 éléments de la protection civile des Forces de Défense et Sécurité du Mali (FDSM) de Tombouctou. La formation s'est déroulée dans les locaux de la Direction Régionale de la protection civile de Tombouctou et avait pour thème « Le Commandement en intervention chef d'agrès - Véhicule de Secours Aux Victimes (VSAV) ». Dans la pratique, un chef d'agrès est responsable de l'application des techniques de sauvetage en cas d'accident de la circulation routière. L'objectif était de renforcer les capacités opérationnelles des agents de la Protection Civile de la région de Tombouctou.

Au terme de la formation, le Sergent-chef Samba Samake, porte-parole des participants, a exprimé la profonde gratitude des bénéficiaires envers la MINUSMA. Selon lui, la formation était d'une importance capitale, car très attendue par les éléments de la Protection Civile. « La plupart d'entre nous avait besoin d'une telle formation pour assister les victimes de la circulation routière. Désormais, chacun de nous peut facilement sauver des vies à partir des connaissances acquises à travers les cas techniques et pratiques de cette activité », a-t- il confié.

Les participants ont exhorté les autorités maliennes ainsi que la MINUSMA à poursuivre leur collaboration et à multiplier ce genre de formation afin de renforcer leurs compétences en matière de premier secours.

Conformément à son Mandat, la Mission onusienne appuie les Forces de Défense et Sécurité du Mali (FDSM) à travers ce type de formation du personnel.



LA MINUSMA POURSUIT SON SOUTIEN À LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ EN RÉHABILITANT LE SIÈGE DE SON COMMISSARIAT



Le 4 décembre 2018, a eu lieu la cérémonie de remise officielle d'un bâtiment réhabilité et équipé par la MINUSMA, pour servir de siège au Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité (CRSS).

Placé sous la coprésidence d'Ibrahima Diallo Commissaire à la RSS, et de Samba Tall, Directeur de la section RSS-DDR de la MINUSMA, la cérémonie s'est également tenue en présence de plusieurs membres du CRSS.

Près de 85 millions de FCFA auront été nécessaires pour la réhabilitation et l'équipement des bureaux des membres désignés du commissariat. Il s'agit là d'une contribution du Canada au Fonds Fiduciaire

en soutien à la paix et à la sécurité au Mali. Le nouveau siège de la CRSS est prévu pour recevoir ses 42 membres dont quatre femmes, répartis dans trois cellules fonctionnelles permanentes.

La cérémonie s'est achevée par la signature du certificat de remise du bâtiment et sa visite guidée. Les responsables du Commissariat ont félicité la MINUSMA pour son appui constant à la RSS au Mali, entamé dès le déploiement de la Mission sur place. Le Directeur RSS-DDR, a quant à lui réitéré la disponibilité de la MINUSMA à appuyer le Commissariat dans ses efforts de réformes initiées par le Gouvernement.

LERÉ: UN PROJET À IMPACT RAPIDE RESSUSCITE L'ESPOIR CHEZ LES POPULATIONS



Les Projets à Impact Rapide (QIP) de la MINUSMA participent au retour de la paix et de la stabilité durable. Ils génèrent des revenus pour leurs bénéficiaires et resserrent les liens socioprofessionnels entre eux. Ils ont des retombées indirectes, parfois très importantes, pour l'ensemble de la communauté. Financé à hauteur de 25 millions de francs CFA par la MINUSMA, le jardin maraîcher des femmes de Léré, dans la région de Tombouctou en est un exemple.

À 200 kms de Tombouctou et à une demi-journée de voyage de la Mauritanie, se situe la localité de Léré, connue pour son mélange ethnique et son brassage culturel. Une cohabitation harmonieuse mise à mal par la crise multidimensionnelle qu'a connu le Mali en 2012, et qui a contraint de nombreuses familles à fuir.

Depuis quelques mois, l'espoir renaît à Léré, après la remise, il y a moins d'un an, d'un jardin maraîcher de trois hectares aux deux groupements de femmes de la localité. Celui-ci fournit aujourd'hui une quantité impressionnante de produits maraîchers et approvisionne le marché du village. À l'heure actuelle, ce périmètre irrigué est en train de faciliter l'insertion socio-économique des femmes, revenues des camps de réfugiés des pays voisins où elles vivaient il y a peu.

Boncana Maiga, la présidente de la coopérative des exploitantes, en témoigne : « Ce jardin a changé la vie de la population de Léré en général et les rapatriés en particulier. Les difficultés majeures que les rapatriés rencontrent, c'est la possibilité de se réinsérer dans la vie active de leurs zones d'origine, et ce jardin vient d'apporter une solution à cela », a déclaré Mme Maiga avant de vivement remercier la MINUSMA pour, dit-elle, « les efforts sans cesse consentis en faveur de nos populations ».

En finançant ces Projets à Impact Rapide, la Mission onusienne contribue au retour de la paix et de la stabilité, en encourageant la relance de l'économie locale.

A TOMBOUCTOU, LE CONTINGENT BURKINABÉ DÉCORÉ DE LA MÉDAILLE DES NATIONS UNIES



Le jeudi 06 décembre 2018, les militaires du contingent Burkinabè BFABATT 1-6 ont reçu la prestigieuse médaille des Nations Unies, pour les efforts consentis pour la consolidation de la paix au Mali.

Une décoration décernée aux Casques bleus qui participent aux Missions de maintien de la paix à travers le monde.

La cérémonie, présidée par le commandant du Secteur Ouest de la Force de la MINUSMA, le Général de Brigade Stefan Andersson, s'est déroulée en présence de l'Ambassadeur du Burkina Faso au Mali, ainsi que des autorités militaires et civiles de la MINUSMA et de la région de Tombouctou. Lors de son allocution, le commandant du Secteur Ouest a salué le professionnalisme et l'engagement des soldats

Burkinabè qui, selon lui, méritent d'arborer avec fierté la médaille des Nations Unies. Il a profité de l'occasion pour saluer personnellement quatre soldats du bataillon qui se sont particulièrement distingués par leurs actes de bravoure lors des attaques du 14 avril 2018 contre le Super Camp de Tombouctou, et du 27 octobre 2018 contre le camp de la MINUSMA à Ber.

La cérémonie a pris fin par une grande parade militaire des troupes à pied du bataillon. Pour rappel, le contingent Burkinabè a été déployé à Tombouctou le 25 janvier 2018. Il compte 850 soldats répartis sur les sites de Tombouctou et Ber. La médaille des Nations Unies est décernée aux personnels ayant servi sur une période d'au moins 90 jours dans la Mission.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif, a reçu ce matin, une délégation du comité des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU en visite au Mali. Conduite par l'Ambassadeur suédois M. Olof Skoog, la délégation a pour objectif d'évaluer les avancées enregistrées et les retards accusés dans le cadre de l'application de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger. Il a relevé les importantes réalisations faites, notamment dans les domaines du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion (DDR) avec le



début du DDR-Intégrations accélérés le 6 novembre dernier.

Rappelons que c'est la Résolution 2374, du 5 septembre 2017, qui a institué le régime de sanctions contre les individus ou entités qui entraveraient la mise en œuvre du processus de paix.

7 DÉCEMBRE

Depuis le 5 et jusqu'au 7 décembre, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies (RSSG) et Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, est à Nouakchott en Mauritanie sur invitation du G5 Sahel. Dans la capitale mauritanienne, M. Annadif a pris part à la réunion de travail entre les Chefs de délégation et les Ministres de tutelle des Etats membres du G5 Sahel, consacrée à la coordination et au plan de suivi des annonces, ainsi qu'à la préparation du projet de Communiqué final.



Aujourd'hui, le RSSG prend part à la Conférence de coordination des partenaires et bailleurs de fonds du G5 Sahel pour le financement du programme d'investissements prioritaires (PIP 2019-2021), sous la présidence du Président de la République du Niger, Son Excellence M. Mahamadou Issoufou, en sa qualité de Président en exercice du G5 Sahel. C'était en présence des Chefs d'Etat de la Mauritanie, du Burkina Faso et du Tchad. Le Mali a été représenté par Tiémoko Sangaré, Ministre de la Défense et des Anciens combattants. Plusieurs organisations internationales, dont l'Union européenne et l'Union africaine, des Etats membres, des agences et bureaux des Nations Unies, des institutions financières et bancaires ainsi que des ONG, ont également pris part à cette rencontre de haut niveau.

7 DÉCEMBRE

La Sous-Secrétaire générale des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Bintou Keita, et

le Sous-Secrétaire général des Nations Unies à l'appui à la consolidation de la paix, Oscar Fernandez-Taranco sont arrivés à Bamako, ce 7 décembre, pour une visite officielle dans le pays qui prendra fin le 12 décembre.

Ils ont étés accueillis par Joanne Adamson, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU, en charge du pilier politique de la MINUSMA et par la Représentante spéciale adjointe, Coordonnatrice humanitaire et Coordonnatrice résidente, Mbaranga Gasarabwé. Durant les six prochains jours qu'ils passeront au Mali, les Sous Secrétaires généraux rencontreront



les autorités maliennes ainsi que les différents acteurs nationaux et internationaux du processus de paix et se rendront également dans plusieurs localités du Nord et du Centre du Mali.

Au cours de leur mission au Mali les Sous-Secrétaires généraux Keita et Fernandez-Taranco feront le point sur les efforts visant à renforcer l'intégration entre la MINUSMA et les agences de l'équipe de pays des Nations Unies, en particulier dans le Centre du Mali.







Ensemble, réussir la paix

RETROUVEZ NOUS SUR:

http://minusma.unmissions.org

facebook.com/minusma

www.flickr.com/photos/minusma

twitter.com/UN_MINUSMA

www.youtube.com/minusma

https://www.instagram.com/un_minusma



Bamako 106.6 MHZ Gao 94.0 MHZ Kidal 94.0 MHZ Menaka 94.0 MHZ Mopti 91.8 MHZ Tessalit 94.0 MHZ

